

# Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Pointe-Claire

Code géographique : 66097

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie-Josée Boissonneault, atteste la véracité du rapport financier

de Pointe-Claire pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.  
(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-28 Signature \_\_\_\_\_

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

## **Section I - États financiers**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Pointe-Claire

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Pointe-Claire, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Pointe-Claire au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Pointe-Claire inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

1

Montréal

(1) CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A117472

DATE 2015-04-28

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	116 650 700	117 514 029		117 514 029	115 463 994
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 957 300	1 808 712		1 808 712	1 618 866
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 019 500	2 177 749		2 177 749	4 060 500
Services rendus	5	5 347 100	5 666 781		5 666 781	8 487 241
Imposition de droits	6	2 290 700	3 417 630		3 417 630	5 521 753
Amendes et pénalités	7	1 018 000	1 197 248		1 197 248	1 369 515
Intérêts	8	1 042 000	1 237 147		1 237 147	1 421 115
Autres revenus	9	1 740 800				2 258
	10	131 066 100	133 019 296		133 019 296	137 945 242
<b>Investissement</b>						
Taxes	11		12 908		12 908	
Quotes-parts	12					
Transferts	13	800 000				(8 711 615)
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14		122 450		122 450	81 400
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	800 000	135 358		135 358	(8 630 215)
	18	131 866 100	133 154 654		133 154 654	129 315 027
<b>Charges</b>						
Administration générale	19	24 608 450	22 051 497	605 491	22 656 988	20 191 537
Sécurité publique	20	27 869 400	27 787 425	98 745	27 886 170	26 378 215
Transport	21	26 258 650	25 271 550	4 220 087	29 491 637	29 267 335
Hygiène du milieu	22	13 964 300	12 154 470	2 990 653	15 145 123	18 145 752
Santé et bien-être	23	84 100	84 321		84 321	113 069
Aménagement, urbanisme et développement	24	2 259 200	2 291 326	29 991	2 321 317	2 585 871
Loisirs et culture	25	21 905 000	21 037 148	2 365 797	23 402 945	22 181 318
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	3 192 500	3 122 131		3 122 131	4 503 270
Amortissement des immobilisations	28	10 084 915	10 310 764	( 10 310 764 )		
	29	130 226 515	124 110 632		124 110 632	123 366 367
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	1 639 585	9 044 022		9 044 022	5 948 660

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 639 585	9 044 022	5 948 660
Moins: revenus d'investissement	2 (	800 000 ) (	135 358 ) (	(8 630 215))
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	839 585	8 908 664	14 578 875
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	10 084 915	10 310 764	10 180 751
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	10 084 915	10 310 764	10 180 751
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	8 475 100 ) (	19 283 596 ) (	16 242 500 )
	18	(8 475 100)	(19 283 596)	(16 242 500)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	1 100 000 ) (	184 808 ) (	419 580 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			318 332
Excédent de fonctionnement affecté	21		11 821 317	6 606 706
Réserves financières et fonds réservés	22	(335 000)	(309 477)	(319 721)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(1 014 400)	(899 014)	(952 703)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(2 449 400)	10 428 018	5 233 034
	26	(839 585)	1 455 186	(828 715)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		10 363 850	13 750 160

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	800 000	135 358	(8 630 215)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2 (	270 000 )	258 577 )	393 420 )
Sécurité publique	3 (	) (	19 719 )	34 919 )
Transport	4 (	1 800 000 )	8 008 506 )	4 920 278 )
Hygiène du milieu	5 (	1 800 000 )	8 616 224 )	5 223 168 )
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	) (	692 710 )
Loisirs et culture	8 (	300 000 )	537 241 )	1 111 656 )
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (
	10 (	4 170 000 )	17 440 267 )	12 376 151 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11 (	) (	) (	) (
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Émission ou acquisition	12 (	) (	) (	) (
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		11 029 496	9 312 060
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14	1 100 000	184 808	419 580
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			215 000
Excédent de fonctionnement affecté	16		3 292 223	2 554 666
Réserves financières et fonds réservés	17		1 827 060	410 191
	18	1 100 000	5 304 091	3 599 437
	19	(3 070 000)	(1 106 680)	535 346
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(2 270 000)	(971 322)	(8 094 869)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	25 460 600	26 178 269	24 001 761
<b>Charges sociales</b>	2	8 271 500	5 873 160	6 102 380
<b>Biens et services</b>	3	21 299 700	18 035 939	18 674 549
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	2 814 400	3 122 131	3 458 690
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	378 100		
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			1 044 580
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	60 629 700	59 399 252	59 356 600
Autres	10		708 264	
Autres organismes	11	523 700	297 452	408 753
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	10 084 915	10 310 764	10 180 751
<b>Autres</b>				
-	13	763 900	173 950	108 303
-	14			
-	15		11 451	30 000
	16	130 226 515	124 110 632	123 366 367

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	116 650 700	117 526 937	115 463 994
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 957 300	1 808 712	1 618 866
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 019 500	2 177 749	(4 651 115)
Services rendus	5	5 347 100	5 666 781	8 487 241
Imposition de droits	6	2 290 700	3 417 630	5 521 753
Amendes et pénalités	7	1 018 000	1 197 248	1 369 515
Intérêts	8	1 042 000	1 237 147	1 421 115
Autres revenus	9	1 740 800	122 450	83 658
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	131 066 100	133 154 654	129 315 027
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	25 258 792	22 656 988	20 191 537
Sécurité publique	13	27 982 110	27 886 170	26 378 215
Transport	14	30 320 143	29 491 637	29 267 335
Hygiène du milieu	15	16 829 179	15 145 123	18 145 752
Santé et bien-être	16	84 100	84 321	113 069
Aménagement, urbanisme et développement	17	2 306 879	2 321 317	2 585 871
Loisirs et culture	18	24 252 812	23 402 945	22 181 318
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	3 192 500	3 122 131	4 503 270
	21	130 226 515	124 110 632	123 366 367
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	839 585	9 044 022	5 948 660
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		141 216 320	135 267 660
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		141 216 320	135 267 660
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		150 260 342	141 216 320

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	839 585	9 044 022	5 948 660
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	4 170 000 ) (	17 440 267 ) (	12 376 151 )
Produit de cession	3			
Amortissement	4	10 084 915	10 310 764	10 180 751
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	5 914 915	(7 129 503)	(2 195 400)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(53 726)	366 088
Variation des autres actifs non financiers	10		(81 765)	42 601
	11		(135 491)	408 689
	12	6 754 500	1 779 028	4 161 949
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	6 754 500	1 779 028	4 161 949
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(69 984 211)	(74 146 160)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(69 984 211)	(74 146 160)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(68 205 183)	(69 984 211)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	30 797 895	36 083 092
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	7 062 599	8 540 072
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	37 860 494	44 623 164
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	18 696 590	17 124 748
Revenus reportés (note 12)	13	22 693	50 733
Dette à long terme (note 13)	14	82 166 394	90 420 494
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	5 180 000	7 011 400
	16	106 065 677	114 607 375
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	<b>(68 205 183)</b>	<b>(69 984 211)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	18	217 746 414	210 616 911
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	591 167	537 441
Autres actifs non financiers (note 17)	21	127 944	46 179
	22	218 465 525	211 200 531
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	<b>150 260 342</b>	<b>141 216 320</b>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 044 022	5 948 660
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	10 310 764	10 180 751
Autres			
-	3		
-	4		
	5	19 354 786	16 129 411
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 477 473	10 639 306
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 571 842	(3 785 561)
Revenus reportés	9	(28 040)	(92 599)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 831 400)	(476 300)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(53 726)	366 088
Autres actifs non financiers	13	(81 765)	42 601
	14	20 409 170	22 822 946
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 17 440 267 )	( 12 376 151 )
Produit de cession	16		
	17	(17 440 267)	(12 376 151)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	11 029 496	
Remboursement de la dette à long terme	24	( 19 283 596 )	( 16 242 500 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(8 254 100)	(16 242 500)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(5 285 197)	(5 795 705)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	36 083 092	41 878 797
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	32	30 797 895	36 083 092

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Pointe-Claire est un organisme municipal reconstituée le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret no 1229-205 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

### 2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville de Pointe-Claire (ci-après la Ville), lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les normes)

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

S/O

#### B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice, selon laquelle les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

##### Estimations comptables:

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférents. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

##### Constatation des revenus:

- Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

**C) Actifs financiers**

S/O

**D) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO).

**Immobilisations**

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructure: 40 ans et 20 ans (Parcs publics & éclairage)

Bâtiments : 40 ans et 20 ans

Véhicules : 10 ans ou 20 ans (Véhicules lourds)

Machinerie, outillage & équipement : 10 ans

Machinerie lourde: 20 ans

Ameublement & équipement de bureau: 10 ans

Equipements informatiques: 5 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieur à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à une définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste "Revenu reporté".

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre de prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Au 31 décembre 2013, les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Au 31 décembre 2014, les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode suivante :

- Régime capitalisé : répartition des prestations projetées;
- Régimes non-capitalisés: répartition des prestations projetées au prorata des services avec projection des salaires futurs.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode suivante : Valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge.

**Impact de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal ( la « loi SFPR » ).**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Le 4 décembre 2014, la loi SFPR a été adoptée par l'Assemblée nationale du Québec. Plusieurs dispositions de cette loi ont un impact sur la comptabilisation du régime de retraite, et ce à partir de l'exercice financier 2014. Les éléments suivants ont été considérés aux résultats.

Une portion du déficit attribuable aux participants actifs tel que défini sur une base de capitalisation dans l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2013 doit être acquittée par une réduction des prestations au moins égale à 45% de ce déficit. Ainsi, un coût de service passé (CSP) négatif a été constaté au 1er janvier 2014 et, en contrepartie, les amortissements des pertes actuarielles les plus anciennes sont réduites à la hauteur de ce coût. À des fins de simplifications, le CSP négatif a été estimé sur la base du montant établi à l'évaluation de capitalisation.

La loi SFPR stipule que le coût de service courant maximal permis sur base de financement est de 18% de la masse salariale. Le coût de service courant du régime étant inférieur à 18%, aucun ajustement n'a donc été apporté au coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice.

Les dispositions du régime ne prévoient pas d'indexation automatique de la

La loi SFPR requiert la création de deux volets distincts, soit un volet pour un service postérieur au 31 décembre 2013 et un volet pour le service antérieur au 1er janvier 2014. La création de ces deux n'a pas d'impact significatif sur les résultats de l'année financière 2014.

Bien que d'autres dispositions de la loi SFPR pourraient avoir un impact sur la comptabilisation du régime, l'effet réel ne sera connu qu'ultérieurement et sera sujet à des négociations futures. Les impacts seront comptabilisés lorsque l'entente entre les parties sera intervenue.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation .

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales:

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
  - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
  - pour les intérêts sur la dette à long terme (déduction faite des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
  - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés,
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés.

**H) Instruments financiers**

S/O

**I) Autres éléments**

S/O

**3. Modification de méthodes comptables**

Le CCSP a publié le chapitre SP 3450 « intitulé- Instruments » financiers .Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers , y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2016.La municipalité (Ville )évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié le chapitre SP 3260 intitulé « Passif au titre des sites contaminés ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014. La municipalité (Ville) évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	30 797 895	36 083 092
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		

**Note**

<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	1 819 383	1 207 072
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 782 387	2 736 308
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	577 304	465 762
Organismes municipaux	8	776 141	1 621 740
Autres			
- Droits de mutation /taxes eau	9	1 535 644	1 858 749
- Amendes pénalités et autres	10	571 740	650 441
	11	7 062 599	8 540 072

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	622 365	1 236 438
---	----	---------	-----------

**Note**

<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		

**Note**

<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(2 788 900)	(4 572 700)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( 2 391 100 )	( 2 438 700 )
	27	<u>(5 180 000)</u>	<u>(7 011 400)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 704 400	2 852 500
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	57 400	61 800
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	51 537	51 477
	33	<u>1 813 337</u>	<u>2 965 777</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
<b>Note</b>			
<b>10. Emprunts temporaires</b>			
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	5 656 838	4 529 245
Salaires et avantages sociaux	38	7 354 590	5 153 669
Dépôts et retenues de garantie	39	3 977 213	4 135 543
Provision pour contestations d'évaluation	40	610 609	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Provisions, intérêts	42	1 097 340	3 306 291
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>18 696 590</u>	<u>17 124 748</u>
<b>Note</b>			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Prestations Carra	50	22 693	50 733
-	51		
	52	<u>22 693</u>	<u>50 733</u>
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	4,70	2015	2024	53	82 166 394	90 420 494
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	82 166 394	90 420 494
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( )	( )
					63	82 166 394	90 420 494

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2014</b>		
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>			
2015	64	72	12 899 391	80	89	97	12 899 391
2016	65	73	24 063 203	81	90	98	24 063 203
2017	66	74	9 833 100	82	91	99	9 833 100
2018	67	75	1 068 700	83	92	100	1 068 700
2019	68	76	3 513 000	84	93	101	3 513 000
2020 et +	69	77	30 789 000	85	94	102	30 789 000
	70	78	82 166 394	86	95	103	82 166 394
Intérêts et frais accessoires				87	( )	104	( )
	71	79	82 166 394	88	96	105	82 166 394

**Note**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(60 258 807)	(60 672 151)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(7 946 376)	(9 312 060)
Autres	108		
	109	(68 205 183)	(69 984 211)

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	10 129 055	138	4 318 870	165	34 415 913	192	(19 967 988)
Eaux usées	111	6 182 035	139	4 087 837	166	53 537 382	193	(43 267 510)
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	233 487 963	140	7 255 047	167	(87 269 131)	194	328 012 141
Autres	113		141		168		195	
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	65 723 304	143	346 237	170		197	66 069 541
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	12 190 955	145	998 170	172		199	13 189 125
Ameublement et équipement de bureau	118	6 095 741	146	148 250	173		200	6 243 991
Machinerie, outillage et équipement divers	119	22 245 929	147	129 668	174		201	22 375 597
Terrains	120	13 887 812	148		175		202	13 887 812
Autres	121	9 990 828	149	156 188	176		203	10 147 016
	122	<u>379 933 622</u>	150	<u>17 440 267</u>	177	<u>684 164</u>	204	<u>396 689 725</u>
Immobilisations en cours	123	<u>684 164</u>	151		178	<u>(684 164)</u>	205	<u>1 368 328</u>
	124	<u>380 617 786</u>	152	<u>17 440 267</u>	179		206	<u>398 058 053</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125		153	1 132 941	180	16 380 307	207	(15 247 366)
Eaux usées	126		154	1 508 805	181	27 688 202	208	(26 179 397)
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	110 663 137	155	4 281 411	182	(44 068 509)	209	159 013 057
Autres	128		156		183		210	
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	19 542 426	158	1 682 721	185		212	21 225 147
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	7 424 257	160	485 940	187		214	7 910 197
Ameublement et équipement de bureau	133	5 101 469	161	150 280	188		215	5 251 749
Machinerie, outillage et équipement divers	134	19 363 451	162	479 752	189		216	19 843 203
Autres	135	7 906 135	163	588 914	190		217	8 495 049
	136	<u>170 000 875</u>	164	<u>10 310 764</u>	191		218	<u>180 311 639</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>210 616 911</u>					219	<u>217 746 414</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

**Note**

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance	236	127 944	46 179
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	127 944	46 179

**Note****18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats pour la collecte et le transport des déchets domestiques, des matières secondaires récupérables, des matières compostables et la disposition de matériaux secs échéant jusqu'en 2017, à verser une somme totale de 2,327,988\$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 1,014,322\$ en 2015 et à 1,127,423 \$ en 2016 et à 186,243\$ en 2017.

La Ville s'est engagée d'après des contrats relatifs au déblaiement & enlèvement de la neige échéant jusqu'en 2017, à verser une somme totale de 3,602,286\$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 2,031,481\$ en 2015 et à 1,048,244\$ en 2016 et à 522,561\$ en 2017.

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de services échéant jusqu'en 2020, à verser une somme de 5,959,250\$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 2,999,053\$ en 2015 et à 2,224,535\$ en 2016 et 584,9739\$ en 2017 et 53,047\$ en 2018, 48,820\$ en 2019 et 2020.

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

S/O

**b) Auto-assurance**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**c) Poursuites**

La Ville fait l'objet de plusieurs réclamations totalisant un montant d'environ 4,450,000 \$ pour diverses raisons telles que des actions prises suite à l'exécution de travaux ainsi que pour dommages et intérêts. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

**d) Autres**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets ( de la dette nette ) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

**22. Instruments financiers**

S/O

		2014	2013
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	240	30 797 895	36 083 092
Découvert bancaire	241	( )	( )
Placements temporaires	242		
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	( )	( )
-	248	( )	( )
-	249	( )	( )
-	250	( )	( )
-	251	( )	( )
-	252	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)</b>			
<b>à la fin de l'exercice</b>	253	30 797 895	36 083 092

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 19 584 559	18 871 477
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 11 126 361	18 106 716
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ( 3 813 040 ) (	4 712 054 )
Financement des investissements en cours	4 (12 217 558)	(11 246 236)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 135 580 020	120 196 417
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 150 260 342	141 216 320

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Réserve - déneigement	8 650 000	650 000
- Réserve - urbanisme	9 1 195	1 195
- Réserve - projets 2008	10 11 795	82 070
- Réserve - projets 2009	11 15 000	55 910
- Réserve - projets 2010	12 500 372	733 835
- Réserve - projets 2011	13 323 719	722 117
- Réserve - projets 2012	14 961 152	1 056 840
- Réserve - projets 2013	15 2 255 516	9 655 266
- Réserve - projets 2014	16 2 775 712	
	17 7 494 461	12 957 233

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
	21	

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 2 493 085	3 438 371
Fonds parcs et terrains de jeux	29 540 311	587 608
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 361 840	886 840
Financement des activités de fonctionnement	33 236 664	236 664
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 3 631 900	5 149 483
	39 11 126 361	18 106 716

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	( ) ( )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( 29 240 ) ( )	( 22 854 ) ( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( 2 804 300 ) ( )	( 3 505 400 ) ( )
Régimes non capitalisés	43 ( 979 500 ) ( )	( 1 183 800 ) ( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )	( ) ( )
Autres	45 ( ) ( )	( ) ( )
Régimes non capitalisés	46 ( ) ( )	( ) ( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	( ) ( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ( ) ( )	( ) ( )
Utilisation du fonds de roulement	49 ( ) ( )	( ) ( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ( ) ( )	( ) ( )
Autres		
-	51 ( ) ( )	( ) ( )
-	52 ( ) ( )	( ) ( )
	53 ( 3 813 040 ) ( )	( 4 712 054 ) ( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ( ) ( )	( ) ( )
Autre financement	55 ( ) ( )	( ) ( )
	56 ( 3 813 040 ) ( )	( 4 712 054 ) ( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	57 1 828 445	277 569
Investissements à financer	58 ( 14 046 003 ) ( )	( 11 523 805 ) ( )
	59 (12 217 558)	(11 246 236)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 217 746 414	210 616 911
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 217 746 414	210 616 911
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 82 166 394	90 420 494
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 ( ) ( )	( ) ( )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ( ) ( )	( ) ( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ( ) ( )	( ) ( )
	71 82 166 394	90 420 494
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 82 166 394	90 420 494
	74 135 580 020	120 196 417

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>          </u>	3 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La participation des salariés au régime est obligatoire et à compter du 1er janvier 2001, facultative pour les nouveaux employés qui ne sont pas permanents à temps plein.

Les salariés sont admissibles au régime le 1er janvier suivant l'année civile au cours de laquelle ils ont gagné 35% du salaire plafond (maximum des gains admissibles aux fins du Régime de rentes du Québec) ou travaillé 700 heures.

Chaque participant en service verse des cotisations salariales de 8,5% (cols bleus et cades) et 7,5% (cols blancs) du salaire.

La date normale de retraite est fixée au premier du mois dès que le participant atteint 65 ans et la rente équivaut à 2% du salaire de chaque année.

Le régime a fait l'objet d'une évaluation actuarielle complète le 31 décembre 2013 et le rapport de l'actuaire est daté du 31 janvier 2015.



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (4 572 700)	(4 987 900)
Charge de l'exercice	5 ( 1 704 400 )	( 2 852 500 )
Cotisations versées par l'employeur	6 3 488 200	3 267 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(2 788 900)</u>	<u>(4 572 700)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 90 485 700	80 425 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( 89 685 600 )	( 88 932 900 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 800 100	(8 507 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 (3 589 000)	3 935 200
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (2 788 900)	(4 572 700)
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(2 788 900)</u>	<u>(4 572 700)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	80 425 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( )	( 88 932 900 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( )	( 8 507 900 )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 546 400	2 539 200
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (2 610 600)	2 539 200
	21 (64 200)	2 539 200
Cotisations salariales des employés	22 ( 1 532 700 )	( 1 528 800 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( 900 )	( 7 600 )
	24 (1 597 800)	1 002 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 347 300	1 069 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 2 610 600	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33 <u>1 360 100</u>	<u>2 072 100</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 4 948 400	4 976 900
Rendement espéré des actifs	35 ( 4 604 100 )	( 4 196 500 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36 344 300	780 400
Charge de l'exercice	<u>1 704 400</u>	<u>2 852 500</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 10 659 500	7 639 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 4 604 100 )	( 4 196 500 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 6 055 400	3 442 900
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (1 489 100)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 620 600	5 199 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 90 485 700	80 425 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 12	12
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,90 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,75 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	4,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	3,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>1</u>	56 <u>0</u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2014	2013
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( 2 438 700 )	( 2 499 800 )
Charge de l'exercice	58 ( 57 400 )	( 61 800 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 105 000	122 900
Passif à la fin de l'exercice	60 ( 2 391 100 )	( 2 438 700 )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( 1 799 500 )	( 1 817 100 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (591 600)	(621 600)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( 2 391 100 )	( 2 438 700 )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 600	43 200
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	66
	40 600	43 200
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( )	68 ( )
	40 600	43 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (64 100)	(53 500)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	71
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	72	73
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	75
Autres	76	77
-	78	79
-	80	81
Charge de l'exercice excluant les intérêts	(23 500)	(10 300)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	80 900	72 100
Charge de l'exercice	<u>57 400</u>	<u>61 800</u>
<b>Informations complémentaires</b>		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	34 100	118 200
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	11	12
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	3,50 %	4,48 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	3,50 %	4,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	2,50 %	3,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	5,00 %	5,61 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	3,50 %	3,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	2033	2031
Autres hypothèses économiques	86	87
-	88	89
-	90	91

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89	90

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
93  Non

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	6	7

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95	7 953	8 126
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	26 800	27 385
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	24 737	24 092
98	51 537	51 477

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	82 166 394
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	14 046 003
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	7 946 376
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	88 266 021
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>		
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	88 266 021
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	428 740
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	88 694 761
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	54 600 000
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	143 294 761
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

---

# RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	111 103 900	111 947 621	108 890 775
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	1 964 100	1 966 933	2 117 035
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	113 068 000	113 914 554	111 007 810
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	3 582 700	3 570 587	4 456 184
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18		28 888	
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20		12 908	
	21	3 582 700	3 612 383	4 456 184
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	3 582 700	3 612 383	4 456 184
	26	116 650 700	117 526 937	115 463 994

**ANALYSE DES REVENUS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 1 500		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 1 500		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32 742 500	1 062 276	973 233
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 1 132 600	652 427	578 230
	35 1 875 100	1 714 703	1 551 463
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 1 876 600	1 714 703	1 551 463
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41 59 700	62 971	48 424
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44 59 700	62 971	48 424
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49 21 000	31 038	18 979
	50 21 000	31 038	18 979
	51 1 957 300	1 808 712	1 618 866



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	52		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	15 900	403 334
Enlèvement de la neige	58		390 238
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	189 050	177 501
Traitement des eaux usées	69		137 399
Réseaux d'égout	70	189 050	177 501
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	250 000	292 896
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	240 000	311 582
Tri et conditionnement	73		325 151
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77	21 400	
Autres	78		5 658
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83	20 000	12 478
Promotion et développement économique	84		10 750
Autres	85		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	86	19 100	775 976
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	75 000	15 740
Autres	88		
<b>Réseau d'électricité</b>	89		
	90	1 019 500	2 172 666
			2 238 765

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	400 000	(1 049 442)
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	400 000	(1 049 442)
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		137 269
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125		(6 750 000)
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129	800 000	(8 711 615)

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137	5 083	1 821 735
	138	5 083	1 821 735
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<b>139 1 819 500</b>	<b>2 177 749</b>	<b>(4 651 115)</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146	188 000	178 185
Autres	147		197 298
	148	188 000	178 185
197 298			
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	433 000	441 876
Réseau de distribution de l'eau potable	156		3 659 465
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	433 000	441 876
			3 659 465
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	621 000	620 061
			3 856 763

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	406 200	556 649	283 730
Sécurité publique	183	35 900	92 005	65 170
Transport				
Réseau routier	184	50 000	93 882	74 202
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	150 000	202 500	127 500
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	4 084 000	4 101 684	4 079 876
Réseau d'électricité	194			
	195	4 726 100	5 046 720	4 630 478
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	5 347 100	5 666 781	8 487 241
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	471 200	533 908	756 307
Droits de mutation immobilière	198	1 819 500	2 883 722	4 765 446
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	2 290 700	3 417 630	5 521 753
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	1 018 000	1 197 248	1 369 515
<b>INTÉRÊTS</b>	203	1 042 000	1 237 147	1 421 115
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		122 450	81 400
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211			2 258
	212		122 450	83 658

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	731 000	753 100			753 100	719 296
Application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	4 886 600	2 965 664			2 965 664	2 895 989
Greffe	4	1 041 400	1 048 668			1 048 668	2 008 447
Évaluation	5	435 900	437 416			437 416	483 115
Gestion du personnel	6	1 709 800	1 834 715			1 834 715	1 625 774
Autres	7	15 803 750	15 011 934	605 491		15 617 425	12 458 916
	8	24 608 450	22 051 497	605 491		22 656 988	20 191 537
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	16 199 800	16 258 166			16 258 166	15 449 405
Sécurité incendie	10	9 060 100	9 084 132			9 084 132	8 677 322
Sécurité civile	11	2 322 300	2 203 637			2 203 637	1 881 218
Autres	12	287 200	241 490	98 745		340 235	370 270
	13	27 869 400	27 787 425	98 745		27 886 170	26 378 215
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	10 170 050	9 694 623	3 208 236		12 902 859	12 008 868
Enlèvement de la neige	15	2 953 600	2 442 892	546 398		2 989 290	3 816 044
Éclairage des rues	16	1 055 100	1 003 616	465 453		1 469 069	1 545 157
Circulation et stationnement	17	375 100	383 433			383 433	405 293
Transport collectif							
Transport en commun	18	11 704 800	11 746 986			11 746 986	11 491 973
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	26 258 650	25 271 550	4 220 087		29 491 637	29 267 335

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 252 800	871 063		871 063	2 932 584
Réseau de distribution de l'eau potable	24	7 288 500	5 995 060		5 995 060	6 979 753
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	1 496 500	1 505 055		1 505 055	1 512 692
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 100 100	994 916		994 916	480 118
Élimination	28	1 659 400	1 665 342		1 665 342	1 803 972
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	482 200	421 083		421 083	480 118
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	281 900	322 087		322 087	480 118
Traitement	32					
Matériaux secs	33	276 900	253 382		253 382	480 118
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	126 000	126 482		126 482	138 767
Autres	39			2 990 653	2 990 653	2 857 512
	40	13 964 300	12 154 470	2 990 653	15 145 123	18 145 752
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	84 100	84 321		84 321	113 069
	44	84 100	84 321		84 321	113 069
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 494 700	1 594 855		1 594 855	1 450 658
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	4 000	2 425		2 425	130 901
Autres biens	47	171 800	146 077		146 077	
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	543 400	542 699		542 699	936 580
Autres	51	45 300	5 270	29 991	35 261	67 732
	52	2 259 200	2 291 326	29 991	2 321 317	2 585 871

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Non audité</b>					
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	1 713 900	1 772 565	1 772 565	1 410 975
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 456 500	1 198 824	1 198 824	1 186 426
Piscines, plages et ports de plaisance	55	6 533 900	6 532 183	6 532 183	6 047 733
Parcs et terrains de jeux	56	4 174 900	3 522 834	3 522 834	3 423 196
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	153 000	141 157	141 157	121 712
Autres	59	698 700	724 704	2 111 954	2 927 595
	60	14 730 900	13 892 267	2 111 954	15 117 637
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	1 686 900	1 565 660	1 565 660	1 608 288
Bibliothèques	62	3 452 500	3 494 075	3 494 075	3 275 484
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	496 100	541 015	541 015	481 511
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	1 538 600	1 544 131	253 843	1 698 398
	66	7 174 100	7 144 881	253 843	7 063 681
	67	21 905 000	21 037 148	2 365 797	22 181 318
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>					
68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dette à long terme					
Intérêts	69	2 983 300	2 923 803	2 923 803	3 452 849
Autres frais	70	209 200	198 328	198 328	5 841
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				1 044 580
Autres	72				
	73	3 192 500	3 122 131	3 122 131	4 503 270
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>					
74	10 084 915	10 310 764	( 10 310 764 )		



## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Pointe-Claire

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Pointe-Claire (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale ( L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) . En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

1

Montréal

(1) CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A117472

DATE 2015-04-28

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>118 137 546</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	610 609
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>610 609</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>117 526 937</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	117 526 937
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	610 609
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>118 137 546</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	57 886 856	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>57 886 856</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>60 250 690</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	1	<u>6 001 768 009</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	2	<u>6 034 972 208</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>6 018 370 109</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>60 250 690</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>6 018 370 109</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2014</b>	6	1   ,   0   0   1   1   / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 550 000	4 318 870	2 548 237
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	1 050 000	4 087 837	2 571 292
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 300 000	6 731 623	3 028 280
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		165 628	146 871
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	100 000	218 124	478 623
Autres infrastructures	11		139 672	69 456
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		191 920	555 038
Édifices communautaires et récréatifs	14	170 000	154 317	195 077
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		998 170	1 121 942
Ameublement et équipement de bureau	18		148 250	108 944
Machinerie, outillage et équipement divers	19		129 668	462 145
Terrains	20			675 000
Autres	21		156 188	415 246
	22	4 170 000	17 440 267	12 376 151

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		4 318 870	2 548 237
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		4 087 837	2 571 292
Autres infrastructures	27		7 255 047	3 723 230
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		1 778 513	3 533 392
	34		17 440 267	12 376 151

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	90 420 494	11 029 496	19 283 596	82 166 394
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	90 420 494	11 029 496	19 283 596	82 166 394
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	6 703 300	6 875 400	13 578 700	
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	16 581 735	539 304	1 853 632	15 267 407
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	58 782 959	3 614 792	2 737 764	59 659 987
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	82 067 994	11 029 496	18 170 096	74 927 394
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	8 352 500		1 113 500	7 239 000
Autres	23				
	24				
	25	8 352 500		1 113 500	7 239 000
	26	90 420 494	11 029 496	19 283 596	82 166 394
<b>Dettes en cours de refinancement</b>					
	27	( )		( )	
	28	90 420 494	11 029 496	19 283 596	82 166 394

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	435 900	437 416	483 100
Autres	3	11 947 100	11 781 795	11 585 600
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	16 199 800	16 258 166	15 449 400
Sécurité incendie	5	9 060 100	9 084 132	8 677 300
Sécurité civile	6	36 800	36 890	36 000
Autres	7	225 800	226 613	215 900
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8	36 800	36 890	36 000
Transport collectif	9	11 479 000	11 520 373	11 492 000
Autres	10	225 800	226 613	143 900
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	5 626 600	4 349 680	5 507 100
Matières résiduelles	12	1 659 400	1 665 342	1 804 000
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	126 000	126 482	138 800
Autres	15	572 000	639 649	559 800
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	47 300	47 431	66 800
Autres	17	36 800	36 890	46 300
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	141 800	142 292	82 200
Rénovation urbaine	19	141 800	142 292	113 100
Promotion et développement économique	20	488 400	490 117	884 000
Autres	21	5 300	5 270	10 300
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	598 600	600 788	560 200
Activités culturelles	23	1 538 600	1 544 131	1 464 800
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	60 629 700	59 399 252	59 356 600

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	93,00	35,00	8 155 347	1 610 042	9 765 389
Professionnels	2	6,00	35,00	395 361	77 149	472 510
Cols blancs	3	276,00	35,00	10 719 342	2 574 110	13 293 452
Cols bleus	4	123,00	36,00	6 465 553	1 515 926	7 981 479
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	498,00		25 735 603	5 777 227	31 512 830
Élus	9	9,00		442 666	95 933	538 599
	10	507,00		26 178 269	5 873 160	32 051 429

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13		177 501		177 501
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15		177 501		177 501
Autres	16	1 054 139	755 083	13 525	1 822 747
	17	1 054 139	1 110 085	13 525	2 177 749

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	437 416	28		54	437 416	80		106	437 416	132
Autres	3	21 614 081	29	605 491	55	22 219 572	81	556 649	107	21 662 923	133 169 888
	4	22 051 497	30	605 491	56	22 656 988	82	556 649	108	22 100 339	134 169 888
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	16 258 166	31		57	16 258 166	83		109	16 258 166	135
Sécurité incendie	6	9 084 132	32		58	9 084 132	84		110	9 084 132	136 3 243
Sécurité civile	7	2 203 637	33		59	2 203 637	85	178 185	111	2 025 452	137
Autres	8	241 490	34	98 745	60	340 235	86	92 005	112	248 230	138
	9	27 787 425	35	98 745	61	27 886 170	87	270 190	113	27 615 980	139 3 243
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	9 694 623	36	3 208 236	62	12 902 859	88		114	12 902 859	140 976 723
Enlèvement de la neige	11	2 442 892	37	546 398	63	2 989 290	89		115	2 989 290	141 30 273
Autres	12	1 387 049	38	465 453	64	1 852 502	90	93 882	116	1 758 620	142 56 342
Transport collectif	13	11 746 986	39		65	11 746 986	91		117	11 746 986	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	25 271 550	41	4 220 087	67	29 491 637	93	93 882	119	29 397 755	145 1 063 338
<b>Hygiène du milieu</b>											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
	16	871 063	42		68	871 063	94	441 876	120	429 187	146 328 534
Réseau de distribution de l'eau potable	17	5 995 060	43		69	5 995 060	95		121	5 995 060	147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148
Réseaux d'égout	19	1 505 055	45		71	1 505 055	97	202 500	123	1 302 555	149 708 577
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	2 660 258	46		72	2 660 258	98		124	2 660 258	150
Matières recyclables	21	996 552	47		73	996 552	99		125	996 552	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	126 482	50		76	126 482	102		128	126 482	154
Autres	25		51	2 990 653	77	2 990 653	103		129	2 990 653	155
	26	12 154 470	52	2 990 653	78	15 145 123	104	644 376	130	14 500 747	156 1 037 111

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
<b>Santé et bien-être</b>													
Logement social	157		172		187		202		217			232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233	
Autres	159	84 321	174		189	84 321	204		219		84 321	234	
	160	84 321	175		190	84 321	205		220		84 321	235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>													
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 594 855	176		191	1 594 855	206		221		1 594 855	236	
Rénovation urbaine	162	148 502	177		192	148 502	207		222		148 502	237	
Promotion et développement économique	163	542 699	178		193	542 699	208		223		542 699	238	
Autres	164	5 270	179	29 991	194	35 261	209		224		35 261	239	
	165	2 291 326	180	29 991	195	2 321 317	210		225		2 321 317	240	
<b>Loisirs et culture</b>													
Activités récréatives	166	13 892 267	181	2 111 954	196	16 004 221	211	4 101 684	226		11 902 537	241	824 299
Activités culturelles													
Bibliothèques	167	3 494 075	182		197	3 494 075	212		227		3 494 075	242	
Autres	168	3 650 806	183	253 843	198	3 904 649	213		228		3 904 649	243	24 252
	169	21 037 148	184	2 365 797	199	23 402 945	214	4 101 684	229		19 301 261	244	848 551
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230			245	
	171	110 677 737	186	10 310 764	201	120 988 501	216	5 666 781	231		115 321 720	246	3 122 131

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	17 440 267	12 376 151
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	17 440 267	12 376 151

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	18 871 477	25 931 549
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	18 871 477	25 931 549
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	10 363 850	13 750 160
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(318 332)
Activités d'investissement	6		(215 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(9 650 768)	(17 676 900)
Réserves financières et fonds réservés	8		(2 600 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	713 082	(7 060 072)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	19 584 559	18 871 477
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	12 957 233	4 441 705
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	12 957 233	4 441 705
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(11 821 317)	(6 606 706)
Activités d'investissement	17	(3 292 223)	(2 554 666)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	9 650 768	17 676 900
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(5 462 772)	8 515 528
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	7 494 461	12 957 233
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	5 149 483	2 639 953
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	5 149 483	2 639 953
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	309 477	319 721
Activités d'investissement	27	(1 827 060)	(410 191)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		2 600 000
Financement des investissements en cours	29		
	30	(1 517 583)	2 509 530
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	3 631 900	5 149 483



**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( 4 712 054 )	( 5 664 757 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 4 712 054 )	( 5 664 757 )
<b>Augmentation de l'exercice</b>			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( 905 400 )	( 905 400 )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	( )	( )
Utilisation du fonds général	40	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres	43	6 386 )	( 47 303 )
	44	( 899 014 )	( 952 703 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	( )	( )
Autre financement	46	( )	( )
	47	( 899 014 )	( 952 703 )
<b>Diminution de l'exercice</b>			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement			
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48		
	49		
	50		
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51	( 3 813 040 )	( 4 712 054 )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	52	(11 246 236)	(3 151 367)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(11 246 236)	(3 151 367)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	(971 322)	(8 094 869)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58		
	59	(971 322)	(8 094 869)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60	(12 217 558)	(11 246 236)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	61	120 196 417	111 070 577
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		
Solde redressé au début de l'exercice	63	120 196 417	111 070 577
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	15 383 603	9 125 840
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	67	135 580 020	120 196 417

**FONDS DE ROULEMENT  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>4 350 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>4 350 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>4 350 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre	
						Activités de fonctionnement		Activités d'in- vestissement					
Montant non réservé	1	886 840	2		3		4		5	525 000	6	7	361 840
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10		11		12		13	14	
	15	886 840	16		17		18		19	525 000	20	21	361 840

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( ) ( ) ( )	( )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	( ) ( ) ( )	( )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	( ) ( ) ( )	( )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8   □ 9   □ 3   □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8   □ 9   □ 3   □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 3 , □ 7   □ 1   □ 4   □ 8 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 4 , □ 2   □ 2   □ 0   □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 7   □ 8   □ 6   □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Égout	2	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Eau et égout	3	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Traitement des eaux usées	4	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Matières résiduelles	5	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

<b>Description</b>	<b>Taux</b>	<b>Code<sup>1</sup></b>	<b>Préciser</b>
Tarification eau-immeubles résidentiels	,6723	7	mètre cube consommé
Tarification eau-imm. non résidentiels	,7015	7	mètre cube consommé

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>



**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 451, boul. Saint-Jean  
(no) (rue)  
Pointe-Claire H9R 3J3  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 630-1300  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 630-1257  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marie-josée.boissonneault@pointe-claire.

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Marie-Josée Boissonneault

Téléphone (514) 630-1203  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 630-1257  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marie-josée.boissonneault@pointe-claire.

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, s.e.n.c.l

Titre CPA, CA

Adresse 600, rue de la Gauchetière ouest  
(no) (rue)  
Montréal H3B 4L8  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 878-2691  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 878-2127  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel regimbal.christine@rcgt.com

Responsable du dossier Christine Regimbal

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1 .....  
.....

Facteur comparatif

2 .....  
.....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Marie-Josée Boissonneault , atteste que le rapport financier de Pointe-Claire pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-05 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pointe-Claire consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Pointe-Claire détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 9 044 022 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,0011 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-27 14:06:53

Date de transmission au Ministère : 2015/05/07